

ENTRETIEN AVEC JEAN-PAUL SARTRE



Jean-Paul Sartre « C'est une question de raison, non de cour ». Photo Elie Kagan

Tribune Etudiante : Croyez-vous qu'un néo-fascisme de type français, c'est-à-dire un fascisme essentiellement rétrograde (colons, capitalisme dépassé, poujadisme) puisse actuellement prendre le pouvoir dans une société néo-capitaliste expansionniste ?

Jean-Paul SARTRE : En tout cas, je crois qu'il faut distinguer entre la forme exaspérée que prennent les choses chez nous, dont l'origine est la guerre, certains intérêts coloniaux précis, qui sont menacés, et les formes de gouvernement

autoritaire que l'on peut voir liées au développement actuel. Il semble par exemple que le fascisme américain, sous sa forme proprement fasciste, est un danger restreint et qu'il vient d'une tension internationale et du rôle accru du pouvoir militaire. Donc que la violence est toujours à l'origine de ce fascisme.

Une forme particulière d'autorité

Ce qui est plus grave, c'est la forme même d'organisation des grandes sociétés. Je ne crois pas à un fascisme de type MUSSOLINI ou HITLER dans ces sociétés. Le fascisme de l'Italie ou de l'Allemagne avait un sens précis, avec ses conditions propres qui ne se retrouvent pas en Amérique, comme une lutte de classe violente. Par contre, la nécessité essentielle de réemployer les capitaux, de pouvoir les réexporter, l'obligation de trouver à l'intérieur même du pays des marchés, la nécessité de reprendre le problème ouvrier sous une autre forme, celle de l'intégration, tout cela a donné cette forme particulière de l'autorité de la classe dirigeante que j'appellerai *l'organisation*. On assiste à la constitution d'une hiérarchie rigoureuse, à l'apparition d'individus entièrement liés à la maison qui les emploie, dont ils sont en toute circonstance les représentants, dont l'ascension est réglée par des examens, des tests effectués par de nombreux psychologues. Ceci sur le plan de la production. Sur le plan de la consommation, on en arrive à un conditionnement des acheteurs par l'extérieur, et à la création, selon l'expression d'un sociologue américain, d'un extéro-conditionnement, c'est à dire un conditionnement non plus par l'intérieur (comme un protestant est conditionné de l'intérieur par ses valeurs protestantes), mais-par les autres. L'homme

apprend sa vérité et sa volonté chez les autres. On peut, à chaque moment, orienter les acheteurs dans tel ou tel secteur selon les nécessités, des marchés. Tout ceci étant relié à un système de monopoles, qui veut régler, sans qu'il y ait crise, le problème de la production, et de la surproduction. Cette société, qui n'est pas une société d'Etat, mais une société avec classe dirigeante, est telle qu'en elle les conditions de la liberté humaine sont suspendues.

Cette forme là, qui est liée au néo-capitalisme, c'est-à-dire une certaine conception des problèmes de production à partir de cette forme de régulation des monopoles, se trouve aux Etats-Unis, en Allemagne, et en France, cachée sous la structure la plus visible des menaces fascistes d'aujourd'hui. Si la paix se fait, et que l'O.A.S. est supprimée d'une manière ou d'une autre, nous retrouverions ce type d'organisation, qui peut trouver son achèvement dans le pouvoir personnel. Ce type d'organisation vise à exploiter le slogan de l'abondance et à dépolitiser par ce slogan. Par exemple, il est très certain que la combinaison de l'human ingenering (c'est-à-dire la détermination de la conduite humaine par l'art du contact humain) et d'une relative élévation de salaire mène les gens à se dépolitiser. En particulier, la tendance des grandes industries du Nord de l'Italie, Olivetti par exemple, à considérer les problèmes ouvriers comme des problèmes humains mène l'ouvrier à traiter d'individu à individu avec son patron et à nier l'universalité syndicale.

Des méthodes tournantes

Le risque réel n'est pas de voir apparaître partout des SALAN au pouvoir, mais de voir une relative augmentation du niveau de vie s'accompagner d'une dépolitisation progressive. On en a un exemple dans le relatif désintérêt de la population française vis à vis de la guerre d'Algérie.

T. E. Pensez-vous que le phénomène gaulliste correspond à un nouveau type de structure politique que réclame l'évolution du capitalisme, ou qu'au contraire le gaullisme ne soit qu'un accident dû à un soubresaut passager de décolonisation ?

J.-P. S. La phase gaulliste pourrait répondre à une évolution profonde du capitalisme. Mais sa complaisance envers les éléments O.A.S. l'empêche d'être le gaullisme. Il n'y a pas de gaullisme actuellement. Il y a quelqu'un qui se perd par des méthodes tournantes. S'il y avait la paix, non suivie d'une prise de pouvoir par le mouvement fasciste en France, nous nous retrouverions en face d'un gouvernement qui représenterait cette nouvelle tactique du

capitalisme. L'homme qui représente le gouvernement n'a aucune connaissance économique, et d'ailleurs ça ne l'intéresse pas. Il n'y a pas d'adéquation entre les problèmes économiques du capitalisme et le problème de décolonisation. Le problème de l'Algérie est un phénomène retardataire (disparition des fêodaux, de propriétaires terriens, etc.). Tout cela masque ce que sera le gouvernement après. S'il tient. Et même s'il ne tient pas. Même si un gouvernement de type union nationale arrivait au pouvoir avant que la paix soit faite, il serait balayé par le fait que l'indépendance de l'Algérie est une chose inéluctable.

Le régime qui sera après est déjà en dessous. Il y a déjà une certaine américanisation, sur le plan économique. Nous sommes en retard d'ailleurs. Bien que la France soit actuellement constituée, sur le plan de la production, par des groupes d'ouvriers très différents les uns des autres. A Saint-Nazaire, on rencontre l'ouvrier classique traditionnel, avec sa lutte franche contre le patron. Ailleurs, c'est différent.

T. E. Vous ne croyez donc pas du tout à l'analyse de Pierre Mendès France selon laquelle de Gaulle n'est qu'un accident, destiné à disparaître après la paix ?

J.-P. S. Si de Gaulle est balayé en tant que de Gaulle, il y aura après lui quelque chose de semblable. La désaffection des Français pour le Parlement est tellement profonde qu'il semble qu'on ne puisse jamais y revenir. Cette désaffection vis à vis de la démocratie bourgeoise est d'ailleurs partout la même.

Un statut bourgeois de présentation

Le vrai problème est donc, pour les gens qui n'acceptent pas cette dépolitisation, toutes ces ruses qui donnent un aspect humain à des rapports de classe humaines, de trouver de nouvelles méthodes de lutte. Il est difficile d'avoir une position pour le moment.

T. E. Vous pensez donc que le front démocratique préconisé par le P.C.F. est quelque chose de dépassé ?

J.-P. S. Il faut trouver de nouvelles méthodes syndicales. Il faut s'intéresser à certains groupes toujours considérés comme ambigus, voire même réactionnaires. La petite bourgeoisie des employés est actuellement une des plus dures dans ses revendications. De plus en plus, elle se sent tendue entre son statut bourgeois de présentation et son salaire qui ne l'élève pas au dessus du niveau de vie moyen. Tout cela implique des discussions à un niveau politique plus élevé : il faut savoir si l'on veut faire des plans pour une conquête du pouvoir par les travailleurs, à partir de l'intérieur du système, ou

attendre (ce qui est la tactique du P. C. actuellement). Le problème de paupérisation bloque tout actuellement. Je parle de la paupérisation absolue. En France, le P. C. n'a pas pris position clairement à ce sujet (comme il l'a fait en Italie). Les hommes qui sont exploités peuvent-ils profiter de l'essor des industries pour prendre le pouvoir de l'intérieur d'une manière non réformiste ?

T. E. Pensez-vous que l'expérience de l'ouverture à gauche en Italie soit une esquisse de solution dans ce sens ?

J.-P. S. L'ouverture à gauche consiste à exclure les communistes. Il y a d'ailleurs une part importante du P.S.I. qui cherche l'unité avec le P.C.I., alors que l'ouverture à gauche tend à situer NENNI au centre. L'intérêt de la gauche en Italie, comme en France, c'est l'unité en dehors des démocrates chrétiens.

T. E. Cette nouvelle structure du capitalisme risque-t-elle de s'imposer sous une forme violente ?

J.-P. S. Mis à part des faits marginaux (comme la guerre d'Algérie), ce n'est pas nécessaire. Le problème de la remise en place et du contrôle s'accompagne d'une certaine élévation du niveau de vie. C'est plutôt une entreprise de séduction. Ensuite viendra l'écrasement. Je n'imagine pas que, dans l'état actuel des choses, les ouvriers puissent lutter contre des rapports plus personnels avec leur patron ou contre les crédits plus nombreux qui leur seront alloués. Pour cela, il faudrait qu'ils soient au courant de ce qui se passe. Il faut qu'ils luttent non en s'y opposant, mais en l'acceptant pour en profiter en vue d'un accroissement de leur emprise.

T. E. Ne croyez-vous pas que les syndicats, se sentant doublés par les patrons, se lanceront dans une riposte immédiate ?

J.-P. S. Certes, les syndicats réagiront. Mais pourront-ils trouver quelque chose d'adapté : comment radicaliser les masses lorsque leur niveau de vie monte. Il est monté en France de 5 %. Cela n'est pas énorme.

De plus grandes démonstrations

Ce revenu ouvrier est à peine supérieur à ce qui est nécessaire au minimum vital. Il ne faut donc pas nous faire le coup de la société d'abondance. Malgré tout, il y aura une légère augmentation et c'est à ce moment là qu'il est difficile de décider les masses à la lutte.

Il y a eu une période où les masses ont été particulièrement combatives entre 1900 et 1914. L'ouvrier peut lutter durement dans les périodes d'expansion. Là, les masses progressent à chaque

étape, on avait besoin du plein emploi. Mais maintenant on les endort, on leur donne ce qu'elles pourraient réclamer.

T. E. En France le danger de fascisme dépend d'un fait marginal, l'Algérie. Ne pensez-vous pas que des faits semblables peuvent se reproduire pour d'autres pays développés ? Le problème s'est déjà posé aux U.S.A. au moment de la révolution cubaine et même au moment de la perte de la Chine.

J.-P. S. Vous posez là la question du Tiers Monde. L'Algérie, la Chine, Cuba, cela concerne la réaction du Tiers Monde contre l'impérialisme. Au Tiers Monde, on n'a rien à offrir qu'un peu d'argent, et, s'il proteste, les coups de fusils. C'est un des fondements sur lesquels se construit, aux U.S.A. par exemple, l'économie d'abondance. Une bonne partie de la structure américaine repose sur l'exploitation de l'Amérique du Sud. On a affaire à des réactions en ce moment. Tout le problème est de savoir comment les exploités du pays colonial et du pays impérialiste vont réagir à la révolte. C'est frappant en France : les réactions ont été très molles, partout, même chez les masses.

T. E. Cela ne tiendrait-il pas au freinage du P.C.F. ? Sa combativité était bien plus considérable lors de l'affaire Henri Martin, et en général lors de la guerre d'Indochine.

J.-P. S. Il y a deux raisons au freinage du P.C.... Premièrement, des raisons de politique internationale, le fait qu'il soit khrouchtchévien et non chinois. Mais, rien ne l'empêcherait avec une certaine prudence, de faire de plus grandes démonstrations. Seulement, il a l'impression que les masses ne suivraient pas. Il ne faut pas oublier que les grèves de mai 1958 ont été un échec.

C'est une des raisons aussi pour lesquelles le P.C. se borne à dénoncer les agissements de l'O.A.S. alors qu'il faut dénoncer plus clairement le gouvernement et ses complicités. Car c'est uniquement à la faveur de cette complicité que l'O.A.S. peut survivre. La dénonciation devrait remonter à l'ensemble de la politique, de l'économie. Le P.C. pense que c'est plus frappant, qu'il est plus facile de poser les problèmes comme étant des questions qui regardent les français entre eux. Ce qui est le moins populaire c'est l'idée de solidarité avec l'A.L.N.... Ceux qui ont été arrêtés pour mettre en acte cette solidarité, ou ceux qui l'ont simplement proclamée n'ont pas été vraiment blâmés, mais l'idée n'a pas poussé. Sauf chez les jeunes, même chez les J.C.

Un minimum de culture humaniste

Une des choses à litige, entre la Ligue et nos amis communistes c'est le point, qu'on ne peut

abandonner, qui fait partie d'une analyse rationnelle - c'est une question de raison non de coeur - de la solidarité entre les peuples algériens et français. Mais c'est quelque chose qui peut être considéré, par le P.C., comme anti-unitaire. L'inertie des masses vient de ce que leur problème est celui des rapports avec les nouvelles formes de capitalisme, et que le problème de la lutte anti-impérialiste est quelque chose qui ne les touche pas directement. On est, dans la « métropole », du côté des exploités, quel que soit le métier qu'on exerce, et même si on est exploité soi-même.

T. E. Lorsque vous dites, dans la préface des *Damnés de la Terre* de Fanon, l'« Europe fait eau de toute part », ou « l'Europe est en grand danger de crever », entendez-vous cela à un niveau idéologique et moral, ou dans un sens global ?

J.-P. S. Fanon croyait, lui, qu'une espèce de grève d'acceptation des capitaux par le Tiers Monde amènerait l'Europe à étouffer sur elle-même. Mais je ne suis pas de cet avis. Un capitalisme conscient pourrait accepter le coût d'une décolonisation.

Je voulais dire que le niveau mental, intellectuel des européens est en dégradation constante, à la fois à cause de la dépolitisation et de l'apolitisme fait qu'on est obligé d'accepter des choses qu'une société humaniste ne pourrait digérer. Le pays tout entier est au courant des tortures, il sait que trois bourreaux, qui avaient fait des aveux, viennent d'être acquittés. Bien sûr, des hommes ont protesté. Mais ce sont toujours les mêmes, ça ne fait rien de plus. Il y a quatre ans, on pouvait dire : « Les gens ne savent pas ». Maintenant les gens savent, mais ça n'a rien changé. Autrefois, ils avaient le bénéfice du doute. En leur apprenant, on les a fait passer à un état inférieur : il y a chez eux l'acceptation en plus. Le niveau actuel est le minimum de culture humaniste : on en est arrivé à la côte d'alarme.

T. E. Pourtant, le P.C. peut se vanter d'avoir organisé, avec la *Semaine de la Pensée Marxiste*, la plus importante manifestation idéologique qui puisse se tenir à l'heure actuelle en France. Pensez-vous que cela soit superficiel, ou que cela témoigne d'un renouveau d'intérêt pour les problèmes théoriques et idéologiques ?

J.-P. S. Ça dépend du niveau de la discussion. Celle que nous avons eue était très élémentaire. Et une grande partie des jeunes gens qui étaient là n'ont pas compris. Le résultat est donc très ambigu. C'est bien qu'ils soient venus, s'ils ont compris, quoiqu'ils aient conclu, pourvu qu'ils aient compris quelque chose. Il y avait des lycéens de 14 ou 15 ans. Ils sont parfois plus évolués que

nous ne l'étions à leur âge, cependant, beaucoup parmi eux ne semblent pas avoir suivi.

T. E. Il faut tout de même noter que cette simple présence correspondait à un désir, à un besoin.

J.-P. S. En majorité, la salle était constituée d'étudiants communistes. Ils sont venus pour démontrer que leur mouvement était capable d'une grande manifestation culturelle. Mais il ne faudrait pas en faire le signe de la culture française.

T. E. Nous aimerions vous poser une question plus personnelle. Où en sont les différents ouvrages que vous avez mis en chantier ? Le livre sur Cuba, par exemple.

J.-P. S. J'ai abandonné le livre sur Cuba. Il faudrait pour raconter vraiment et interpréter cette révolution des documents et des ouvrages qui n'existent pas. Car quand on fait la guerre, on ne se préoccupe pas d'écrire l'Histoire. L'histoire de Batista n'existe pas. Il est plus facile, par exemple, d'écrire sur la Chine : là, des documents existent.

Qu'arrivera-t-il ? La paix ?

T. E. Le deuxième tome de la *Raison Dialectique* ?

J.-P. S. Il paraîtra dans quelque temps. J'attends de voir comment les événements vont tourner, car ce n'est pas indifférent. C'est de l'Histoire qu'il s'agit. Et nous sommes engagés dans une histoire.

Pour l'instant, j'ai quelque chose qui est Presque un travail d'évasion : une étude sur Flaubert. Non pas que j'aie envie de m'évader. Mais d'une certaine façon, ce sujet ne touche rien de ce qui se passe en ce moment. C'est un livre d'histoire : la révolution de 1848 etc. Le point de vue sur cela est fixe, quoiqu'il arrive.

Simone de Beauvoir a des difficultés pour continuer ses mémoires, car là le point de vue n'est pas fixe : on ne sait plus de quel point de vue prendre une vie, quand on arrive à un certain âge et que les événements sont en mouvement. D'une certaine manière, il importe de savoir ce qui va arriver. Et qu'arrivera-t-il ? La paix ? Et après la paix ?

J'ai pensé écrire une oeuvre de fiction. Mais là encore, il faudrait pouvoir prendre un certain point de vue. Alors, on verra bien avec Flaubert.

T. E. Et quant à la vie de Freud...

J.-P. S. C'était une histoire impossible. Freud était un homme très passionné. Mais tout s'est passé à l'intérieur de lui-même. C'est un être suffisamment passionné pour être un héros attachant, mais ces choses sont tellement intérieures qu'on en arrive à une espèce de truquage, à une espèce forcée d'inauthenticité. Par exemple, une des passions les plus fortes de Freud fut celle qu'il eut pour un médecin à moitié illuminé, à moitié charlatan, très intelligent. Ce fut une grande amitié, qui se termina

par une brouille très violente. Tout ceci s'est passé entre deux hommes dont l'un vivait à Berlin et l'autre à Vienne, et qui se rencontraient deux jours par an.

On avait choisi la période de la découverte. C'est un embrouillamini de tout, qui a fini par la découverte. Il est très difficile d'embrouiller le spectateur dans tout cela, alors qu'il ne sait pas ce que c'est que la psychanalyse. C'est impossible.

J'ai retiré ma signature non pas à cause des coupures - je savais bien qu'il faudrait couper - mais à cause de la façon dont on a coupé. C'est un travail honnête, très honnête. Mais ce n'est pas la peine qu'un intellectuel prenne la responsabilité d'idées contestables.

Propos recueillis par I.-P. Naury

Tribune étudiante - Numéros 5 et 6 - Janvier-Février 1962